

THE CONVERSATION

Academic rigor, journalistic flair

La distanciation sociale au Sénégal, un remède au Covid-19 qui a du mal à passer

March 29, 2020 1.17pm EDT



Le marché populaire du quartier de la Médina à Dakar le 18 mars 2020. John Wessels/AFP

Author



Sylvain Landry Birane FAYE

Professeur en Sociologie et Anthropologie de la Santé, Université Cheikh Anta Diop de Dakar

Depuis que le nouveau coronavirus dénommé Covid-19 s'est propagé, plusieurs gouvernements africains ont décidé de la quarantaine, restreignant le mouvement des personnes en bonne santé ayant pu être exposées à une maladie transmissible sans le savoir ou en présenter les symptômes. Cette réponse consiste en plusieurs mesures, parmi lesquelles le confinement, qui est une méthode barrière de distanciation sociale.

Ailleurs en Afrique, le Rwanda a fermé ses frontières sauf pour le trafic de marchandises et interdit les déplacements non essentiels et les visites hors domicile, à l'exception des sorties pour s'approvisionner, se faire soigner ou aller à la banque. Au Nigeria, tous les vols entrants et sortants ont été interdits, les bars, restaurants, écoles, lieux de culte et salles de deuil fermés, comme en RDC. Ces mesures ne sont pas nouvelles sur le continent, car elles ont été expérimentées lors d'Ebola en Sierra Leone : six millions de personnes ont été contraintes de rester chez elles pendant trois jours (septembre 2014 et mars 2015).

L'acceptabilité de la distanciation sociale reste à démontrer

Le Sénégal n'a pas encore officiellement décidé du confinement général. Toutefois, sous la pression

des populations, le gouvernement a progressivement pris des mesures de fermeture des frontières aériennes et terrestres, ainsi que des écoles et des universités, et d'interdiction des manifestations sportives, culturelles et religieuses. Les populations ont été sommées de restreindre leurs déplacements, le fameux slogan « restez chez vous » étant repris de manière virale sur WhatsApp et sur les autres réseaux sociaux. Récemment, l'état d'urgence a été déclaré : couvre-feu national, limitation de transports interurbains, aide alimentaire et économique pour les particuliers et les entreprises.

Si l'on peut comprendre ces mesures comme une réponse à une angoisse exprimée par les Sénégalais, leur acceptabilité sociale et culturelle reste à démontrer. Depuis qu'elles ont été prises, des attitudes de défiance et de résistance ont été observées sous diverses formes : prières collectives dans les mosquées organisées par des imams récalcitrants, tenue de manifestations religieuses à grande affluence retours clandestins de migrants sénégalais en provenance de pays à transmission active, bars et boîtes de nuit non fermées, persistance de déplacements individuels etc.

Ces attitudes ne sont pas nouvelles et rappellent celles qualifiées en Guinée « de réticences » lors de l'épidémie d'Ebola.

Comment comprendre et expliquer ces attitudes dites réticentes ?

En santé publique, le confinement est une mesure importante, définie en général à partir d'outils d'épidémiologie, mais devant tenir compte d'éléments de sociologie du milieu, du pays ou de la zone considérée. Cette stratégie, qui existe depuis le Moyen Âge, est aujourd'hui pratiquée dans plusieurs pays pour endiguer le Covid-19, avec des fortunes diverses.

Si la Chine l'a utilisée avec succès, ce n'est pas encore le cas de la France, de l'Italie et de l'Espagne. Dans le même temps, la Corée du Sud, qui s'en est passée, a réussi à mieux gérer les chaînes de transmission par un dépistage massif.

En dépit du bien-fondé ou non de l'utilisation du confinement des populations à ce stade de l'épidémie, priver les gens de leur liberté de déplacement au nom du bien-être général peut avoir des effets contre-productifs. Le paradigme autoritaire des mesures appliquées au Sénégal (confinement partiel ou général) est un legs historique d'une médecine coloniale essentiellement militaire : les corps de santé de l'armée, qui ont géré les épidémies passées (peste, variole, trypanosomiase, fièvre jaune) depuis 1687 dans les colonies africaines y ont transposé des manières de faire (isolement, quarantaine, passeport sanitaire, contrôle des groupes à risque) reproduites aujourd'hui dans la gestion d'Ebola et du Covid-19.

Par ailleurs, il s'agit également de modèles mondialisés importés (de la Chine, de la France) « itinérants », retirés de leur contexte d'origine et introduits dans un format presque identique au Sénégal. Or ces mesures rappellent une certaine violence structurelle à l'égard des citoyens, parce qu'autoritaires et ne tenant pas compte des réalités socio-démographiques et culturelles, ni adaptées aux contextes nationaux. Il est maintenant établi que le contexte social, politique, économique et

culturel d'un pays peut rendre stérile une intervention de santé publique effective ailleurs.

Dans un pays où la majorité de la population dépend à 90 % de l'économie informelle, interdire les déplacements est un moyen de créer un autre « drame social » plus grave que la pandémie.



Une femme proteste alors qu'un bulldozer déblaie les étals d'un marché informel avant la désinfection du quartier populaire de la Médina à Dakar, le 22 mars 2020. John Wessels/afp

Par ailleurs, le confinement (partiel ou général) appliqué de manière autoritaire, reste difficile à observer dans les centres urbains, les banlieues où la proximité sociale est dense dans les maisons, les quartiers, les marchés publics, les transports en commun. L'isolement physique impacte la vie des individus, mais ne doit pas aboutir à un isolement social, dans des sociétés où la sociabilité est importante et le quotidien des individus.

Une récente étude réalisée en Chine a démontré que le confinement a replacé l'individu face à ses choix de vie : soit l'isolement est vécu seul et douloureusement, soit l'individu est entouré de proches et les désaccords se creusent. En effet, quand le confinement a été levé, les bureaux d'enregistrement des divorces ont été pris d'assaut. Ce qui montre combien la vie professionnelle est précieuse pour l'harmonie conjugale et suggère la nécessité de mesures anticipant ces éventuelles conséquences sociales.

Quand la violence des mesures de confinement crée une fracture sociale

Les récentes scènes de répression de citoyens ayant violé le couvre-feu illustrent un État qui se veut visible, présent et fort. Toutefois, cette militarisation oublie que les consignes données sont réceptionnées par des individus aux situations sociales et besoins de survie différents, dans une société démocratique (le Sénégal n'est pas la Chine, ni le Rwanda). Si, comme le pense Fred Eboko,

« L'Afrique a gardé une mémoire administrative, sanitaire, politique et épidémiologique assez forte des récentes épidémies d'Ebola », ce n'est pas le cas du Sénégal.

L'État a oublié que le bien-fondé de son action se mesure au degré de confiance des populations au nom desquelles les mesures sont prises. L'expérience d'Ebola informe qu'il est difficile de gagner la bataille contre le virus sans l'engagement, la responsabilisation et la confiance communautaires. Au contraire, appliquer des mesures répressives peut conduire à des réactions contre-productives.

Les « challenges couvre-feu » au cours desquels les jeunes défient les forces de l'ordre dans les rues de Dakar à partir de 20h (Médina) peuvent être rapidement analysés comme relevant de l'inconscience ou de l'insouciance. Pourtant, on peut y voir aussi une manière pour ces jeunes de reprendre la main, d'affirmer leur volonté de lutter contre le virus tout en refusant le type de gouvernement des corps imposé par les forces de l'ordre.

Il faut aussi remarquer que le couvre-feu a été introduit sans communication claire à l'endroit des populations, comme si tout le monde savait de quoi il allait s'agir. Or les jeunes défiant les forces de l'ordre expérimentent cette mesure pour la première fois. Ils ne savent pas ce que c'est, pourquoi on le fait, comment ça se passe et combien de temps cela peut durer.

La menace d'une fracture sociale est réelle à un moment où le pays a plus que jamais besoin de toutes les énergies positives. La tension perceptible au niveau communautaire suscite un rejet social, une stigmatisation de l'Autre (le têtard, l'indiscipliné, l'émigré, le jeune inconscient) et tout se passe comme si les citoyens sénégalais établis hors du Sénégal avaient perdu la légitimité de contribuer au débat national, leurs interventions sur les réseaux et forums de discussion étant généralement suivies d'insultes.

Passer de la distanciation sociale à la sociabilisation à distance ?

En définitive, qu'il s'agisse d'un confinement général ou non, il faut une approche adéquate, basée sur une compréhension préalable des contextes sociaux. Pour sa meilleure acceptabilité, il faut penser le confinement en l'adaptant au cadre socio-démographique, économique et culturel du Sénégal, en tenant compte des modes et conditions de vie. Il serait par exemple utile de distinguer les niveaux de distanciation (ne pas se saluer, éviter les regroupements, c'est différent de fermer un marché).

Mieux, plutôt que de chercher une distance sociale, il faut valoriser la sociabilisation à distance. En temps d'épidémie, la solidarité de groupe valorisant la proximité sociale (et non physique) est une clé essentielle pour une meilleure appropriation des mesures de santé.

L'épidémie est un événement socialisé dont la gestion dépasse le cadre biomédical. La situation requiert de travailler à redynamiser la confiance, à valoriser l'altruisme et l'engagement communautaire. Il faut s'adresser aux communautés en utilisant des figures légitimes reconnues par elles (jeunes leaders, mères modèles des quartiers, présidents d'associations culturelles et sportives, bénévoles communautaires) et non imposées par l'État. C'est aussi maintenant qu'il faut notamment faciliter l'accès à Internet pour permettre aux populations isolées physiquement de rester en contact

socialement avec leurs proches et soutenir psychiquement les plus vulnérables.

 **santé** **Afrique** **religion** **islam** **santé publique** **épidémies** **Sénégal** **Afrique de l'Ouest** **crises sanitaires**
coronavirus **Covid-19** **pandémies**